



Rendez-vous
des agricultures
Montréalaises

COMPTE-RENDU

La réglementation urbaine, atelier de partage des pratiques et discussion

15 mars 2016

Le document suivant synthétise les résultats de l'atelier de discussion et de partage des pratiques autour de la réglementation liée à l'accès aux espaces urbains à Montréal. Les groupes en présence ont discuté de défis liés à différents types d'espace. Par la suite, les participants ont aussi identifié des pistes de solutions relatives à ces défis et pour chacun des thèmes. Cette démarche vise à permettre aux organismes de prendre conscience des enjeux liés à l'accès aux espaces urbains afin de formuler des solutions dans le but de favoriser les pratiques agricoles à Montréal.

Objectifs :

Objectifs spécifiques à l'atelier (court terme)

- Identifier les défis et les questions d'ordre urbanistique dans l'accès aux espaces urbains pour les projets d'AU à Montréal
- Créer un espace de partage de ressources et d'expertise entre les organismes sur ces défis et question
- Relever des idées et des propositions pour faciliter l'accès aux espaces urbains pour les pratiques agricoles

Objectifs généraux de la démarche (moyen et long terme)

- Sensibilisation des représentants locaux aux enjeux d'accès à l'espace pour les pratiques d'AU : rencontre prévue avec l' élu responsable, M. Réal Ménard et M. Russell Copeman prochainement
- Poser les premières bases d'un document (guide ?) vulgarisant les questions d'ordre réglementaire liées à l'agriculture urbaine (voir exemple : *Article 89 Made Easy: Urban Agriculture Zoning For The City of Boston*)
- Faciliter l'accès aux espaces urbains déploiement de projets en agriculture urbaine à Montréal !

Thèmes discutés:

1. PARCS ET AUTRES ESPACES PUBLICS SOUS-UTILISÉS
2. VOIRIE PUBLIQUE (ruelle, trottoir, saillie)
3. COMMERCIALISATION DE L'ESPACE PUBLIC
4. ESPACES PRIVÉS OU PARAPUBLICS SOUS-UTILISÉS OU VACANTS

1. Parcs et espaces publics sous-utilisés

Défis abordés:

- Accessibilité et gestion des jardins communautaires
- Permettre une alimentation saine auprès de la population
- Compostage et questionnement sur les procédures de récolte
- Jardinage dans les parcs
- Aliments de ferme en milieu urbain

Pistes de solutions abordées:

- Culture en bac
- Créer des terrains pour l'usage de jardins communautaires

- Compostage: un seul grand bac pour les logements des 9 et plus
- Moins de réglementation et laisser plus de place à la créativité de la communauté
- Faire des études sur le ratio entre les effets des sols contaminés et les produits avec pesticides
- Accessibilité à l'eau pour les cultures en milieu urbain

2. Voirie publique (ruelle, trottoir, saillie)

Défis abordés :

- Manque de financement pour les projets d'agriculture urbaine
- Manque de terre-pleins
- Difficulté d'accès aux terrains, saillies de trottoir, aux carrés d'arbres
- Absence de protocole pour créer des ruelles vertes
- Endommagement: déneigement, vandalisme
- Difficulté de dialogue avec les organismes publics pour faire un projet d'AU sur la place publique
- Le manque d'intérêt de l'arrondissement pour faire des jardins.
- Opposition entre ceux qui veulent des espaces verts publics et ceux qui veulent leur propre espace privé.
- Manque de connaissances techniques sur les arbres fruitiers, jardins
- Difficulté d'avoir des arbres fruitiers: Décision et autorisation pour planter les arbres fruitiers: qui? À qui faire la demande?
- Absence d'information qui permet de savoir comment démarrer un jardin collectif.
- Pérennité de l'engagement citoyen
- Les projets peuvent être annulés ou terminés à tout moment

Pistes de solutions abordées:

- Révision de réglementation par les comités participatifs
- Créer un protocole d'autorisation des ruelles vertes dans certains arrondissements
- Construire un manuel explicatif sur les règlements et procédures pour créer et gérer les jardins collectifs et communautaires.
- Être plus flexibles avec l'exécution des projets pour que les actions ne se paralysent pas juste pour attendre des bureaucraties.
- Faire plusieurs échanges des bonnes pratiques et avoir plusieurs organisations collectives pour avoir une force politique autour de l'AU.
- Pression citoyenne sur les élus
- Protéger les initiatives citoyennes de la destruction par un avis/délais d'au moins 30 jours avant la révocation d'un droit d'usage.
- Protocole d'entente pour faciliter et encadrer les projets de verdissement ou d'AU dans les ruelles, saillies, etc.
- Règlements plus uniformes entre les arrondissements (question d'équité entre les populations des différents arrondissements) – ressources pour appuyer les citoyens et faire connaître les règlements (mais enlève de la latitude aux Arrondissements)
- J'adopte carré d'arbre, saillie (avec une entente ou document plus formel responsabilisant le citoyen)
- Bottin des démarches à suivre: comment agir sur son environnement, dans l'espace public
- Réglementation vs cadre ou processus pour implanter un projet d'AU
- À qui s'adresser dans les arrondissements? : Agent de développement communautaire (dénomination qui varie d'un arrondissement à l'autre), soit dans loisir, ou développement social
- Ruelle verte: chaque carré de superficie en culture à un "citoyen assigné" chargé d'en prendre soin. Chaque ruelle verte à un comité citoyen en charge de s'assurer que le projet se déroule bien.
- Citoyens;
 - o Mobilisation, pression politique
 - o Au minimum entente verbale avec les élus

3. Commercialisation de l'espace public

Défis abordés:

- Frein à la transformation alimentaire: le MAPAQ
- Peu de flexibilité dans les règlements
- Peu de flexibilité dans les projets
- Accès aux espaces de vente pour les petits producteurs
- Zonage jardin, toit et serre : différence entre les types de zonage et les permis ou dérogation à aller chercher
- Manque d'information de MAPAQ et UPA
- Règlementation selon : le zonage de production, les produits vendus
- Difficulté de créer de petits marchés publics sur des espaces privés
- Aller au-delà des permissions et dérogations (au-delà du permis événements)
- Rentabilité des projets
- Faciliter les OBNL de prendre des lots abandonnés et de créer des projets viables financièrement
- Certifications bio Montréal, pas de preuve – contamination
- Manque de clarté dans l'information (plateforme pour avoir accès à cette information): comment faire, quelle dérogation aller chercher

Pistes de solutions abordées:

- Inventer des circuits locaux et ultra-locaux : un espace à la vente dans chaque arrondissement
- Règlement-cadre pour tous les arrondissements
- Règlementation existante accessible et compréhensible
- Existence d'un comité sur la règlementation
- Permission spéciale pour commerce de légumes et fruits locaux dans déserts alimentaires.
- Fonds spécial
- Vente de produits dans un espace par arrondissement
- Créer des démarches de comment faire pour les différentes pratiques d'AU

4. Espaces privés ou parapublics sous-utilisés

Défis abordés:

- Manque de volonté politique, flou juridique, manque de clarté
- Mauvaise image du compostage
- Séparation travail col bleu et employés municipaux
- Plaintes de nuisance de la part du voisinage
- Changement de zonage (industriel à résidentiel) : préavis de 6 mois
- Propriétaire privé : question sur la responsabilité civile et les retombées positives (incitatifs) pour lui (exemple au niveau des taxes)

Pistes de solutions abordées:

- Créer des documents de références compréhensibles
- Créer un protocole d'autorisation des ruelles vertes
- Créer un manuel explicatif sur les règlements et procédures pour jardins collectifs et communautaires
- Être plus flexible avec l'exécution des projets pour que les actions ne paralysent pas juste pour attendre des bureaucraties.
- Force politique : plusieurs échanges des bonnes pratiques et avoir plusieurs organisations collectives
- Vulgarisation des règlements
- Règlementation qui encourage la vente